



GROUPE DE TRAVAIL INTER-AGENCES DES NATIONS UNIES SUR L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (UNTFSSSE)

QUEL RÔLE POUR L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE DANS LA RELANCE POST-CRISE
COVID-19?

DÉCLARATION DE L'UNTFSSSE, JUIN 2020

UN

Inter-Agency Task Force on
Social and Solidarity Economy

Note succincte préparée par le Groupe de Travail inter-agences des Nations Unies sur l'économie sociale et solidaire (UNTFSSSE)

Juin 2020

À propos de l'UNTFSSSE

Le Groupe de travail inter-agences des Nations Unies sur l'économie sociale et solidaire (TFSSE) vise à accroître la visibilité de l'économie sociale et solidaire (ESS) au sein du système des Nations Unies et au-delà. Les membres et les observateurs du Groupe de Travail se sont engagés à travailler ensemble pour :

- renforcer la reconnaissance de l'apport des entreprises et des organisations de l'ESS au développement durable;*
- promouvoir la connaissance de l'ESS et consolider les réseaux de l'ESS;*
- soutenir la mise en place d'un environnement institutionnel et politique favorable à l'ESS;*
- assurer la coordination des efforts internationaux, ainsi que créer et renforcer des partenariats.*

Pour obtenir la liste complète des membres et des observateurs de l'UNTFSSSE, veuillez consulter le site:

<http://unsse.org/>

Pour plus d'informations, contactez:

Président : Vic Van Vuuren (OIT), vanvuuren@ilo.org;

Secrétariat technique : Valentina Verze (OIT), verze@ilo.org



*“Il s’agit avant tout d’une crise humaine qui appelle à la solidarité”
- António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies*

1. COVID-19: IMPACTS SUR LES VIES, LES ÉCONOMIES ET LA PLANÈTE

Au niveau mondial, il y a eu plus de 6 millions de cas confirmés de COVID-19, dont près de 400 000 décès.¹ Cette pandémie qui fait rage a déclenché la déclaration de l'état d'urgence nationale dans de nombreux pays, et l'imposition de restrictions sans précédent non seulement sur la mobilité des personnes mais aussi sur toute une série d'activités économiques. La demande croissante de soins de santé urgents et l'augmentation du nombre de décès mettent à rude épreuve les systèmes de santé nationaux. La pandémie perturbe les chaînes d'approvisionnement mondiales et le commerce international. Avec la fermeture des frontières nationales de près de 100 pays au cours des derniers mois, la circulation des personnes et les flux touristiques ont connu un arrêt brutal.²

Plus de 2,2 milliards de travailleurs vivent dans des pays où les lieux de travail ont été fermés. Selon les estimations de l'OIT, 436 millions d'entreprises (dont 389 millions de travailleurs indépendants) opèrent dans des secteurs à haut risque (industrie manufacturière, services de restauration et d'hébergement, immobilier, commerce de gros et de détail). L'OIT estime une perte de 305 millions d'emplois dans le monde.³

La crise actuelle a accru le niveau d'incertitude sur le plan de l'économie et du travail. Les individus, femmes et hommes, entrepreneurs et travailleurs, voient leur vie, leur famille, leur travail et leurs entreprises en danger. Cette situation ne touche pas tout le monde de la même manière. Les femmes, les migrants, les personnes déplacées de force, les populations autochtones, les personnes en situation de handicap, les communautés marginalisées, les jeunes, les travailleurs de l'économie informelle et ceux sous contrat de travail précaire, font par exemple partie des groupes qui seront les plus touchés par les conséquences des mesures de confinement telles que la fermeture d'entreprises et d'activités non essentielles.

Environ 1,6 milliard de travailleurs de l'économie informelle sont gravement affectés par les mesures de confinement et/ou par le fait qu'ils travaillent dans les secteurs les plus touchés. Selon les estimations, le

premier mois de la crise a entraîné une diminution de 60 % des revenus des travailleurs informels dans le monde. Cette baisse devrait atteindre 81 % en Afrique et en Amérique latine.⁴

Cette crise économique a de nombreux effets secondaires, dont l'un des plus importants est l'impact sur le droit à l'alimentation et à la nutrition. Les travailleurs informels payés au jour le jour, désormais confinés chez eux, n'ont plus les moyens d'acheter de la nourriture pour eux-mêmes et leur famille. Cela ne concerne pas seulement les pays moins développés puisque les faits montrent que même les personnes des classes moyennes et inférieures des pays développés ont eu recours aux banques alimentaires pour disposer de denrées alimentaires de première nécessité.

Alors même que l'humanité tout entière est confrontée à la COVID-19, il devient de plus en plus évident que les inégalités de divers types préexistantes en différencient l'impact. Simultanément, les inégalités au sein et entre les pays risquent également de s'accroître en raison de la crise. Il est prouvé que les problèmes de santé préexistants – qui accroissent le risque de contracter le virus – se rencontrent plus fréquemment dans les groupes défavorisés, qui peuvent également avoir moins de chances d'accéder à des soins de santé de qualité, ou une plus grande probabilité de vivre et de travailler dans des conditions qui augmentent le risque d'infection.⁵

En outre, les effets néfastes sur la santé humaine et planétaire proviendront de nombreuses sources pendant que le monde est touché par la COVID-19 : d'une augmentation des déchets dangereux, tels que les équipements de protection individuelle, les composants électroniques et les produits pharmaceutiques ; des masses d'eaux usées et d'une utilisation énorme de détergents, de désinfectants et de solutions antimicrobiennes.⁶

2. CRISE POST-COVID-19: DE MEILLEURES NORMES, PAS DE NOUVELLES NORMES

La pandémie a mis en évidence de nombreuses fragilités dans nos économies et a creusé les inégalités existantes, tout en soulignant le besoin de résilience, d'innovation et de coopération. Les problèmes

1 OMS, Tableau disponible à : <https://covid19.who.int/> Denier accès le 3 juin 2020

2 UNDESA, [World Economic Situation and Prospects: April 2020 Briefing, No. 136](#), 1 avril 2020

3 BIT, [Observatoire de l'OIT: le COVID-19 et le monde du travail. 3e édition](#), 29 avril 2020

4 *ibid.*

5 UNDESA, [Policy Brief #65: Responses to the COVID-19 catastrophe could turn the tide on inequality](#), 1 mai 2020

6 PNUÉ, [Working With the Environment to Protect People UNEP's COVID-19 Response](#), avril 2020

d'avant la crise, notamment la quantité et la qualité insuffisantes des emplois, les inégalités croissantes, le réchauffement climatique et les migrations, la non-durabilité du système alimentaire industriel actuel, vont s'aggraver considérablement en raison des mesures prises pour répondre à l'urgence sanitaire.

Cette situation dépeint clairement la pire crise, sur le plan humanitaire, social et économique, depuis la Seconde Guerre mondiale. La question clé est maintenant de savoir si, une fois l'urgence sanitaire terminée, nous voulons revenir au monde tel qu'il était avant la COVID-19. Quel avenir voulons-nous ? Les choses ne seront plus les mêmes ; il nous appartiendra de trouver des réponses qui nous guideront vers un monde qui offre à tous les peuples un avenir meilleur, pour de nombreuses générations.

Comme l'a mentionné le Secrétaire Général des Nations unies, *"nous avons la responsabilité de nous rétablir en meilleur état. La crise financière de 2008 a clairement démontré que les pays dotés de systèmes de protection sociale solides étaient ceux qui souffraient le moins et qui se remettaient le plus rapidement de ses conséquences."*

Il est nécessaire de s'attaquer aux causes profondes de l'exclusion et du développement non durable, afin de façonner un avenir différent. Il sera crucial de repenser notre façon de faire pour assurer une reprise "centrée sur l'être humain et attentive à la planète". Une planète saine est essentielle pour rebondir après la pandémie de COVID-19 et pour prévenir les futures zoonoses, qui se transmettent par les interactions entre les humains et les animaux.⁸ La mise en place de systèmes garantissant l'accès à la fourniture universelle de services de qualité tels que les soins de santé, l'éducation, l'assainissement et la protection sociale - au cœur de la réduction des inégalités - est essentielle pour bâtir des sociétés plus résilientes aux crises futures. Il est crucial d'ajuster les modèles économiques afin de soutenir les entreprises agroalimentaires et les chaînes d'approvisionnement pendant et après la Covid-19.⁹ Relever les défis permanents et qu'il n'est plus possible de remettre à plus tard des transitions climatique, numérique et démographique et de leurs impacts sur le monde du travail est essentiel pour rénover la justice sociale et permettre à tous d'avoir accès à une vie décente.¹⁰

3. L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE: UN ACTEUR CLÉ POUR FAÇONNER UNE REPRISE «CENTRÉE SUR L'ÊTRE HUMAIN ET ATTENTIVE À LA PLANÈTE»

Dans l'après-Covid-19, il sera nécessaire de promouvoir la coopération, en offrant les services de base d'une manière différente, en rétablissant et en créant des emplois décents grâce à des modèles d'organisation de la production divers et complémentaires. Les entreprises et les organisations de l'économie sociale et solidaire (EOESS)¹¹, de par leur nature même, sont particulièrement adaptées pour contribuer à produire des biens et des services là où le travail est le facteur stratégique clé de la production. C'est encore plus le cas dans les services à la personne et les services sociaux.

Les EOESS ont une structure de propriété qui attribue des droits à une variété de parties prenantes et ont donc une structure de gouvernance plus inclusive et plus démocratique, donnant la parole à toutes les parties prenantes. Une telle gouvernance démocratique fonctionne à la fois en interne et en externe. La démocratie s'exerce en interne en promouvant la participation et l'engagement dans le dialogue social. En outre, l'ESS s'épanouit en veillant à ce qu'une pluralité de voix soit entendue dans la sphère publique, contribuant ainsi à l'émancipation des groupes et des communautés. Une telle citoyenneté active et responsable est impérative face à des situations telles que celle générée par la pandémie, car cela permet de ne pas devoir mettre en place des États policiers qui s'accompagnent d'une régression conséquente des libertés individuelles. De nombreuses EOESS répondent déjà à la pandémie de COVID-19 de diverses manières. Ces initiatives¹² recouvrent plusieurs aspects : protection sociale et sanitaire, fourniture de nourriture et d'équipements de prévention, soutien financier, éducation et formation, sensibilisation, culture et arts¹³, organisation de l'aide communautaire, conversion de leur production pour faire face à l'urgence, relocalisation des chaînes

7 António Guterres, [Secretary-General Remarks on COVID-19: A Call for Solidarity](#), 19 mars 2020

8 PNUE, [Working With the Environment to Protect People UNEP's COVID-19 Response](#), avril 2020

9 FAO, [Adjusting business models to sustain agri-food enterprises during COVID-19](#), 6 mai 2020

10 Guy Ryder, [Better normal, not new normal](#), 30 avril 2020

11 Bien qu'il n'y ait pas de définition mondiale acceptée de l'ESS, ce document utilise celle qui a été adoptée par le Conférence Régionale du BIT : "The Social Economy: Africa's response to the global crisis" à Johannesburg (2009) et du Groupe de Travail Inter agences de l'ONU sur l'ESS (UNTFSSSE) dans son exposé de position (2014) "un concept désignant les organisations, en particulier les coopératives, les mutuelles, les associations, les fondations et les entreprises sociales, qui produisent des biens, des services et des connaissances tout en poursuivant des objectifs à la fois économiques et sociaux et en favorisant la solidarité".

12 BIT, [Cooperatives and wider SSE enterprises respond to COVID-19 disruptions, and government measures are being put in place](#), avril 2020

13 Caruana V. and Nogales R., [Stakeholder Brief 5: Unlocking the transformative potential of culture and the arts through social enterprise](#), 2019

d'approvisionnement, etc. Toutefois, dans la phase de reprise les EOESS ne contribueront à hauteur de leur plein potentiel que dans la mesure où les gouvernements seront disposés à concevoir et mettre en œuvre conjointement les politiques publiques et les mesures de reprise selon une approche impliquant les diverses parties prenantes.

Promouvoir l'accès aux droits fondamentaux, en particulier pour les personnes les plus vulnérables

La reconstruction des économies locales sera cruciale dans le contexte post-COVID-19, mais pour y parvenir tout en tenant la promesse essentielle de "ne laisser personne de côté", chacun doit bénéficier de droits fondamentaux égaux et universels. L'ESS est en effet un mécanisme unique qui offre un accès universel aux opportunités, à la protection et à l'émancipation. Cela s'explique par le fait que l'ESS promeut la citoyenneté active, la démocratie participative et des systèmes économiques pluralistes, qui sont tous essentiels, surtout en situation de crise, pour toucher les groupes les plus vulnérables et les plus marginalisés.

Les EOESS créent des opportunités (par l'action collective), une protection étendue (par l'assistance mutuelle) et l'émancipation des individus et des communautés (par une gestion démocratique basée sur les membres). Par exemple, en tant qu'entreprises communautaires, les EOESS ont contribué à améliorer l'accès à l'emploi et au travail, à moderniser et à intégrer les petites exploitations agricoles dans les chaînes de valeur de l'agroalimentaire ainsi qu'à améliorer les moyens de subsistance des travailleurs ruraux en leur fournissant des services de base et une protection sociale. Les coopératives favorisent également la représentation en amplifiant la voix des travailleurs ruraux, en particulier ceux des groupes vulnérables tels que les femmes et les populations autochtones. Les EOESS sont bien adaptées pour faire progresser la participation économique des femmes de trois manières principales : en améliorant leur accès à l'emploi et au travail, en favorisant la démocratie économique et l'action, et en renforçant leur expérience de direction et de gestion.¹⁴

De plus, historiquement l'ESS a toujours soutenu la pleine intégration des personnes en situation de handicap, en agissant en leur nom, mais surtout avec elles, puisque dans certains pays, elle emploie beaucoup plus de personnes en situation de handicap

que les entreprises traditionnelles. En ce sens, les EOESS seront cruciales pour permettre aux personnes en situation de handicap de faire partie de la solution, en contribuant pleinement à la reprise, au lieu d'être laissées pour compte ou considérées comme un "problème supplémentaire".

En outre, avant l'apparition de la COVID-19, 400 millions de personnes dans le monde n'avaient toujours pas accès à l'ensemble des services de santé essentiels. Parmi ceux qui avaient accès aux services de santé, 100 millions étaient poussés vers l'extrême pauvreté chaque année parce qu'ils devaient assumer eux-mêmes les frais.¹⁵ Au cours des dernières décennies, l'approche communautaire a été considérée comme la "référence" en matière de promotion de la santé et de prévention des maladies, en particulier dans les zones défavorisées.¹⁶ La présence de ce modèle d'entreprise dans le secteur de la santé, et la présence croissante des sociétés mutuelles d'entraide, a été confirmée dans 76 pays, avec plus de 3 300 coopératives de santé générant un chiffre d'affaires global de 15 milliards de dollars.¹⁷

Générer des solutions innovantes au niveau local

Comme la plupart des EOESS sont basées sur les membres, elles sont ancrées dans leurs communautés où elles jouent un rôle essentiel dans le développement économique local (DEL) et la gouvernance locale.

Dans le cadre de la relance, l'ESS peut favoriser non seulement la création d'emplois décents, mais aussi un développement plus centré sur les personnes au niveau local. En ce sens, les EOESS ont un grand potentiel d'innovation car elles sont ancrées dans le territoire et voient le jour en réponse aux besoins ou aux opportunités des communautés. Par exemple, en ce qui concerne l'urgence sanitaire, des solutions innovantes ont été trouvées par des coopératives et des entreprises sociales dans de nombreux pays et en coopération avec les autorités locales. L'ESS, sans chercher à remplacer les établissements publics de santé, joue un rôle complémentaire dans la fourniture de services de santé, compte tenu de la proximité qu'elle entretient avec ses membres et les communautés qu'elle sert, conformément au

¹⁵ OMS et Banque Mondiale, [Tracking universal health coverage: 2017 global monitoring report](#), World Health Organization and International Bank for Reconstruction and Development, 2017

¹⁶ Phinse Mappalakayil & al., [Community-based interventions for health promotion and disease prevention in noncommunicable diseases: A narrative review](#), 2018

¹⁷ UNDESA, [Healthcare cooperatives: a reliable enterprise model for health and wellbeing](#), 2018

¹⁴ BIT, [Cooperative & social and solidarity economy responses to key issues in the report of the global commission on the future of work](#), 2019

modèle de “santé communautaire”. Des coopératives en Afrique et en Amérique latine ont facilité l'accès aux services de soin et de santé pour les personnes vivant avec le VIH et plusieurs gouvernements se sont inspirés de ces initiatives de l'ESS pour concevoir des politiques de santé publique.¹⁸

De nombreuses entreprises, encouragées par les gouvernements, cherchent à raccourcir et à simplifier les chaînes d'approvisionnement et, si possible, à relocaliser la production. La plupart des EOESS font partie de systèmes de production durables ancrés dans les économies locales et régionales. Elles sont bien placées pour contribuer à renforcer cette relocalisation.

En fait, les crises COVID-19 ont montré à quel point les chaînes d'approvisionnement mondiales sont vulnérables au modèle actuel de globalisation avec des chaînes d'approvisionnement très fragmentées et une livraison « juste à temps ». Le manque d'équipements de protection individuelle disponibles est une dure réalité. À mesure que les crises s'aggravaient, les gouvernements, les entreprises et les citoyens ont pris conscience de la fragilité de ce système et du fait que les économies doivent être “re” localisées dans de nombreux secteurs.

Tout en étant ancrées au niveau local, les organisations de l'ESS jouent un rôle essentiel dans l'élaboration de solutions innovantes à des problèmes de nature mondiale, qui posent simultanément des défis à différentes communautés à travers le monde. Il est essentiel de promouvoir le partage des connaissances sur les solutions innovantes et les bonnes pratiques de l'ESS afin d'accroître la visibilité des initiatives et de promouvoir l'apprentissage mutuel et les échanges entre pairs. À cet égard, il s'est avéré que l'on peut accroître les impacts de l'ESS grâce à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire (CSSCT). Fondée sur les principes de solidarité et de non-conditionnalité, la CSSCT est un instrument stratégique qui soutient les pratiques innovantes de l'ESS afin de les adapter aux possibilités et aux contextes locaux dans différentes parties du monde. Pour se rétablir après la COVID-19, il faut partager les connaissances, les compétences, les ressources et l'expertise en matière d'ESS tout en construisant des réseaux régionaux et interrégionaux centrés sur les personnes et fondés sur la solidarité.

Une transition juste vers de nouveaux modèles économiques qui protègent les populations pauvres et vulnérables du monde - car ce sont ces populations qui souffrent le plus des pandémies et de la dégradation de l'environnement. La crise due à la COVID-19 n'apporte pas de bénéfice pour l'environnement, mais elle donne l'impulsion nécessaire pour revoir notre relation avec la nature et construire un monde meilleur.¹⁹

Les approches centrées sur le marché et menées par des entreprises sont souvent associées au processus de marchandisation et d'attribution de droits de propriété privée sur la nature, aux solutions technologiques et à l'“éco-blanchiment” (green-washing), et risquent de reproduire la répartition inégale des coûts et des bénéfices associés au “business-as-usual”. Etant donné que les EOESS ne sont pas structurées de cette manière, mais visent plutôt à fournir des biens et des services à leurs membres et aux communautés dont elles sont proches et que par ailleurs elles sont souvent dirigées ou détenues par la communauté, elles sont enclines à relever à la fois les défis du changement climatique et de la réduction de la pauvreté.²⁰

En particulier, on a assisté dans de nombreux pays à une croissance significative des systèmes alimentaires locaux durables basés sur l'ESS, y compris les pratiques de “services de livraison directe de la ferme au domicile” et les ramassages locaux sans contacts tels que proposés dans le cadre de l'agriculture soutenue par la communauté et les « schémas de paniers de légumes ». Ces dernières années, les magasins coopératifs producteurs-consommateurs sont également en plein essor, de même que la mode des produits “à cultiver soi-même”. Cette croissance exponentielle a conduit à la création de nouvelles plateformes de vente directe de producteurs à consommateurs, mais aussi à une certaine captation par des entreprises. Cela a un impact important sur notre santé et sur la planète.

En outre, dans une approche de développement durable, il est nécessaire de passer de systèmes linéaires, très gourmands en ressources, avec de fortes émissions, la production de déchets et des impacts élevés sur les écosystèmes et sur le capital naturel, à des systèmes circulaires, moins gaspilleurs, qui utilisent les ressources de manière plus efficace et durable, tout en offrant des possibilités d'emploi et une qualité de vie élevée. De nombreuses EOESS ont lancé un grand nombre d'initiatives qui relèvent de

Soutenir une transition juste

18 BIT, [Working Paper No. 19 - The cooperative model for the delivery of home based care services for people living with HIV](#), 2010

19 PNUE, [Working With the Environment to Protect People UNEP's COVID-19 Response](#), avril 2020

20 UNTFSSSE, [A Position Paper by the United Nations Inter-Agency Task Force on Social and Solidarity Economy](#), 2014

l'économie circulaire.²¹

Agir comme un “antidote” anticyclique

Les EOESS peuvent créer des emplois dans les secteurs traditionnels ainsi que dans les secteurs émergents²², tout en fournissant un cadre pour les nouvelles professions qui risquent de devenir informelles et exploitées.²³ La résilience des EOESS en temps de crise économique est prouvée par des recherches approfondies²⁴ et notamment par les banques coopératives.²⁵

Le rôle important de l'ESS dans la préservation de l'emploi est renforcé par la nature anticyclique bien documentée des EOESS, comme en témoigne leur résilience en temps de crise économique.²⁶ Par exemple, dans le cas des travailleurs qui perdent leur emploi en raison de la faillite d'une entreprise pendant les crises économiques et la transition qui s'ensuit, les travailleurs des entreprises à potentiel économique peuvent racheter leurs entreprises et les transformer en entreprises détenues par les travailleurs.

De plus, dans des contextes fragiles, caractérisés par une superposition de couches de crises socio-économiques structurelles, l'ESS agit comme une mesure d'atténuation transversale. Par exemple, dans les contextes de déplacement des personnes, les EOESS ont prouvé leur aptitude à travailler à la fois avec les personnes déplacées et les communautés d'accueil pour accéder à de meilleures opportunités économiques et une réponse intégrée pour fournir aux personnes concernées une combinaison d'avantages se renforçant mutuellement. Pour consolider la paix et travailler dans les contextes de crise, il est essentiel de mettre en place des structures auxquelles la communauté locale peut faire confiance et de renforcer la gouvernance locale.²⁷

4. APPEL À L'ACTION

En réitérant l'urgence de renforcer le multilatéralisme et les efforts conjoints dans le cadre de l'Agenda 2030 et d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), il sera crucial d'inclure les EOESS afin d'assurer une “meilleure reprise” dans l'esprit de “ne laisser personne de côté”. Tout

en travaillant à collecter et cataloguer des données, informations et connaissances sur les actions, les acteurs et les organisations de l'ESS pendant la crise COVID-19²⁸, les membres et observateurs de l'UNTFSSSE appellent à l'action:

Les gouvernements devraient se concentrer sur les causes de cette crise lorsqu'ils élaborent des mesures de reconstruction

S'il est clair qu'il faut se concentrer sur une réponse humanitaire immédiate, les gouvernements ne peuvent pas perdre de vue les causes profondes de cette crise, et par conséquent, élaborer une reprise basée sur la communauté en mettant en place des systèmes de santé plus solides, en s'efforçant de réduire le nombre de personnes vivant dans la pauvreté, en luttant contre les inégalités entre les sexes, et en promouvant un environnement plus sain, des systèmes alimentaires locaux plus durables et des sociétés plus résilientes.

Les gouvernements devraient inclure les EOESS dans la conception et la mise en œuvre des mesures d'intervention et de reconstruction

Dans le contexte de l'après-crise, alors que les gouvernements approuvent des plans de relance pour soutenir la création d'emplois, la réduction de la pauvreté, le développement et la croissance économique, il est nécessaire de saisir les opportunités de passer à des économies plurielles, qui incluent et promeuvent des modèles d'entreprises alternatifs orientés vers les personnes et la planète. La promotion d'une vision transformatrice, telle que suggérée par l'Agenda 2030, et le fait de ne pas continuer le « business-as-usual » nécessitent l'adoption d'un nouveau paradigme de production et de consommation durables. Ce paradigme doit valoriser des aspects tels que l'économie circulaire, l'agroécologie²⁹, l'innovation sociale, les circuits-courts, la sécurité alimentaire³⁰, et les mécanismes financiers innovants³¹ comme les monnaies locales et la prise en charge des biens communs.

21 Circle Economy, *Jobs & Skills in the Circular Economy: State of Play and Future Pathways*, 2020

22 BIT, *Social and Solidarity Economy and the Future of Work*, 2017

23 BIT, *Cooperatives and the world of work no 12 Waste pickers' cooperatives and social and solidarity economy organizations*, 2018

24 BIT, *Resilience of the Cooperative Business Model in Times of Crisis*, 2009

25 BIT, *Resilience in a downturn: The power of financial cooperatives*, 2013

26 BIT, *Social and Solidarity Economy and the Future of Work*, 2017

27 BIT, *Mapping responses by cooperatives and social and solidarity economy organizations to forced displacement*, 2020

28 Pour plus d'information, consulter: <http://unsse.org/sse-responses-to-covid-19-information-from-the-members-and-observers-of-the-untfssse/>

29 FAO, *Les 10 éléments de l'agroécologie*, 2019

30 UNCTAD, *Trade and environmental review: Wake up before it is too late*, 2013

31 BIT, *Financial Mechanisms for Innovative Social and Solidarity Economy Ecosystems*, 2019

Les gouvernements devraient encourager les investissements et les politiques à long terme dans l'économie plurielle et concevoir des indicateurs supplémentaires de progrès vers le bien-être

Investir dans des secteurs stratégiques, qui favorisent le travail décent et durable et placent les personnes au centre de l'économie, implique de diversifier les investissements et d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques visant à créer un environnement favorable à différents modèles d'entreprise. En outre, les politiques publiques qui visent à créer et à renforcer des écosystèmes pour l'ESS sont décisives pour pouvoir mettre en place un programme de développement transformateur. Il est nécessaire de disposer d'indicateurs en complément du PIB afin d'encourager et de suivre plus précisément les progrès réalisés dans le cadre de l'agenda centré sur les êtres humains. La mise au point d'indicateurs supplémentaires des progrès réalisés en matière de bien-être, de durabilité environnementale et d'égalité sera cruciale tant pour une reprise meilleure et plus rapide que pour un développement durable et inclusif à long terme.

